

BANLIEUES

Emplois et dignité

Les mesures promises par le gouvernement sont d'ordre purement matériel. L'Observatoire des inégalités explique pourquoi cela est important mais pas suffisant.

Distant mais engagé, voilà le type de regard que porte sur les "banlieues en feu" l'Observatoire des inégalités. Dans une contribution accessible sur le site de l'Observatoire, Pierre Billion critique l'euphémisme des difficultés urbaines, qui servirait à occulter les problèmes réels de ces quartiers: "derrière cette 'question urbaine' se cache une 'question sociale'." Et d'avancer des données statistiques, par exemple sur la Zone de redynamisation urbaine de Clichy-Montfermeil (Seine Saint-Denis). "Au recensement de 1999, ce 'quartier prioritaire' comprenait 29 955 habitants et perdait

6 % de sa population depuis 1990. 41% de la population y est âgée de moins de 20 ans. Le taux de chômage total est de 27,9 %. Pour les 15-24 ans, il s'élève à 37,1 %."

Laurent Mucchielli, dans une interview également sur le site, insiste aussi sur cette réalité économique "qui nourrit en permanence dans cette jeunesse des quartiers les sentiments de colère, d'injustice, d'exclusion". Et: "A cette humiliation économique quotidienne et à ces humiliations également quotidiennes dans les relations avec la police, s'ajoute enfin l'humiliation politique et symbolique glo-



Quand le pouvoir joue aux incendiaires, les quartiers brûlent. (photo: yahoo)

bale qui ressort des propos du ministre de l'intérieur traitant les gens de 'racailles' et de 'voyous' à tout bout de champ."

Afin d'éviter tout malentendu, Pierre Billion condamne très clairement les violences: "Précisons qu'il ne s'agit pas,

comme le soupçonne M. Sarkozy, de trouver une 'excuse sociologique' à la délinquance. Nous condamnons toute forme de violence et souhaitons, faut-il le préciser, que les libertés fondamentales des habitants de tous les quartiers puissent être préservées. Cette position de principe est nécessaire et importante à l'heure où des personnes sont blessées, meurent." En citant ces chiffres, en expliquant la violence, il souhaite changer le regard qu'on porte sur les banlieues. Et pas seulement celui de la droite: "Ce changement de regard est aussi nécessaire à ceux qui, dans l'opposition, sont tentés de réclamer la démission du ministre de l'intérieur avant même d'avoir clairement exposé leur diagnostic de la situation des banlieues."

Laurent Mucchielli tente de remonter en amont du phénomène d'exclusion de cette jeunesse des banlieues. Leur situation se prépare à l'école, dont de trop nombreux jeunes sortent sans diplôme ou presque. Ils entrent alors dans un cercle vicieux: "ayant la situation de leurs aînés sous les yeux, ils intériorisent précocement l'idée qu'ils n'ont guère d'avenir dans notre société." Aux yeux de Muccielli, cette jeunesse exprime depuis plus de vingt ans "un besoin de reconnaissance et de dignité auquel la société française ne répond pas, ou bien répond par la peur et la stigmatisation globale, aujourd'hui surtout à travers la figure du délinquant et celle de l'islamiste." Et de conclure: "Tant que l'on renverra globalement cette image à toute cette jeunesse, on ne fera que discréditer toujours plus l'action de l'Etat, y compris la lutte légitime et nécessaire contre la délinquance."

Rédaction: RK
Source: www.inegalites.fr

commentaire

Mise en garde
"Je n'accepte pas de voir tant de jeunes au chômage. Je n'accepte pas de voir près d'un million de mes compatriotes contraints de vivre au RMI". L'actuel président de la république française a prononcé ces phrases en 1995, en pleine campagne électorale. Dix ans plus tard, son gouvernement décrète l'état d'urgence pour faire face à une explosion de violences dans les régions les plus "sensibles" de l'Hexagone.

Les faits sont là: depuis l'accession de Jacques Chirac au pouvoir, la situation sociale n'a fait que s'aggraver. La fracture sociale que le corrézien avait découverte n'a été réduite qu'entre les très riches et les très, très riches. Après tout, les pauvres il y en a toujours eu, pas vrai? Evidemment, Chirac n'est pas l'unique coupable. Qu'un homme politique de droite agisse en faveur des nantis n'a rien d'étonnant. C'est normal. Mais il ne faut pas oublier l'ère Mitterrand ou les années Jospin. Ces épisodes n'ont pas changé grand chose.

On pourrait s'attendre à ce que les révoltes des cités - mal orientées certes, mais réelles - contribuent à réveiller les pouvoirs publics. Qu'elles inaugurent une sorte de sursaut social. Mais non. Pour Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, la situation prête à durcir encore son discours et son action. Ce mercredi, il a annoncé vouloir expulser tous les "étrangers" ayant participé aux émeutes. Le gouvernement n'en reste pas là. Quelle mesure sociale prioritaire propose-t-il? Une vieille rengaine du Front National: l'abaissement de l'âge d'apprentissage à 14 ans. Pire, le petit excité de Neuilly - Nicolas Sarkozy est lui aussi un banlieusard - veut étendre les mesures d'urgences au-delà du 20 novembre. Il faut pour cela que l'Assemblée nationale vote une loi appropriée. Certains constitutionnalistes haussent déjà le ton. La droite multiplie les surenchères extrémistes à tel point que Jean-Marie Le Pen en grogne de jalousie. Le chouan Philippe de Villiers se sent quant à lui pousser des ailes et se voit déjà remplacer le vieux borgne fatigué.

Résultat: le cri d'alarme lancé par les déshérités de la République n'est pas pris en compte. Aux conséquences des politiques d'exclusion sociale, de répression policière et de casse des services publics, le gouvernement français répond par plus d'exclusion et plus de répression. A croire que la droite veuille véritablement préparer la prochaine explosion sociale. Il ne faut pas s'y tromper: si les violences commencent à s'estomper, cette première vague risque de n'avoir été qu'un début.

David Wagner

